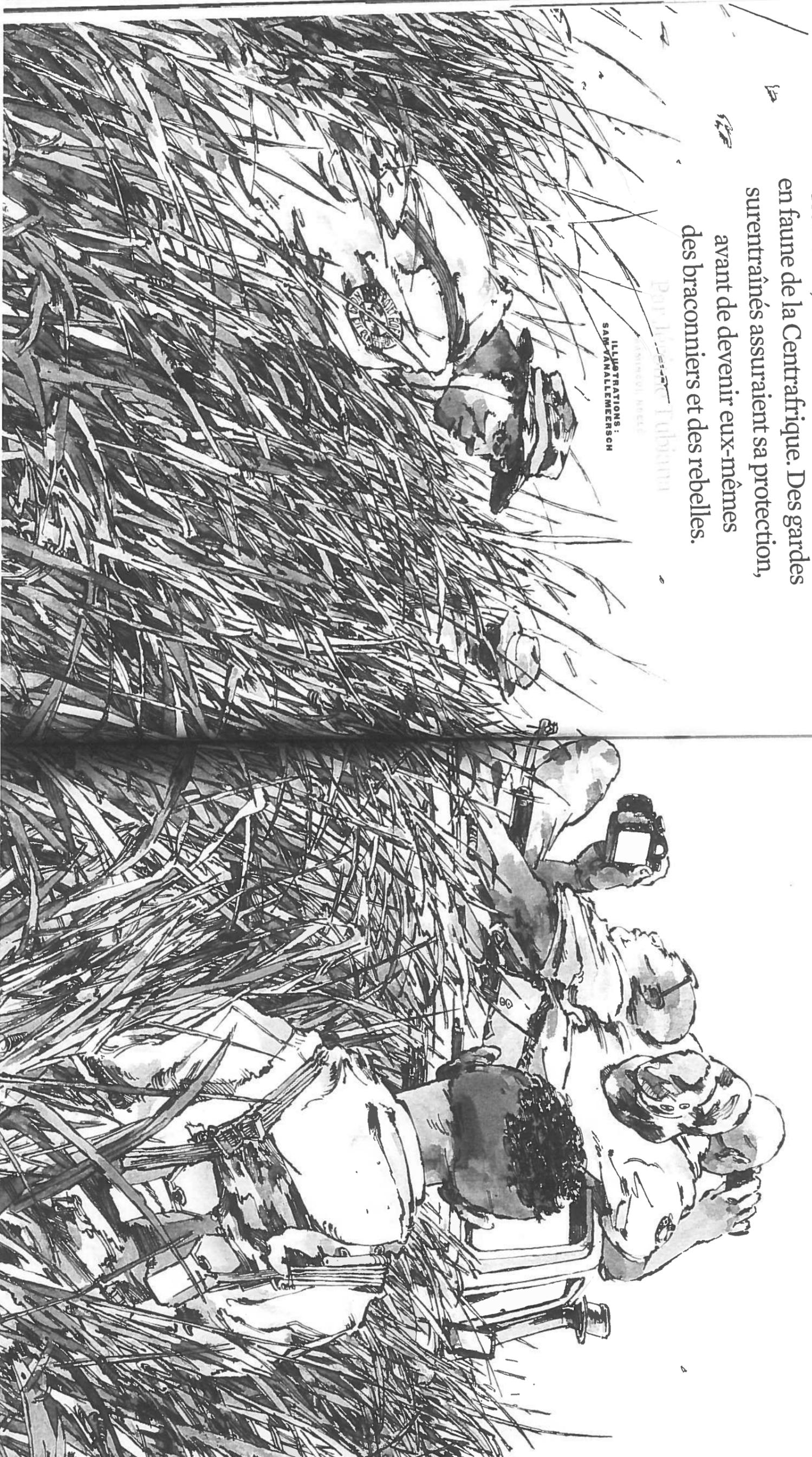


# Mirages aux éléphants

Pillé, laissé à l'abandon, le parc national de Bamingui renâit lentement. Autrefois, il était l'un des plus riches en faune de la Centrafrique. Des gardes surentraînés assuraient sa protection, avant de devenir eux-mêmes des braconniers et des rebelles.

Par *Algeria Tuhama*

ILLUSTRATIONS :  
SAM-VANALLEMEERSCH



Les arbres sont si grands que seules des arbes taches de soleil éclairent la piste. Bientôt, la bande de terre rouge se réduit à une simple ornière puis disparaît sous une mer d'herbes jaunies, pareille au pelage d'un immense animal, que le vent fait ondoyer. La végétation, plus haute que notre voiture, s'aplatit devant le pare-chocs comme des dominos. Debout dans la benne à l'arrière du pickup beige, je dois me baisser pour éviter de me faire bombarder par des graines ou fouetter le visage par des tiges coupantes. À côté de moi, Bertrand Dila, le directeur du parc national de Bamingui-Bangoran, dans le nord-est de la Centrafrique, un petit homme au visage repeint coiffé d'un chapeau mou kaki, donne des ordres au chauffeur : « *À gauche* », « *À droite* », « *Attention!* » De son perchoir à l'arrière, il signale les obstacles invisibles en tapant sur le toit de la cabine.

Avec nous dans la benne, un jeune homme en uniforme, choisi parmi la cinquantaine de gardes du parc, joue le rôle d'aide de camp. Il est parti avec l'une des rares kalachnikovs qu'il partage avec son patron. Il tient l'arme dans une main et, de l'autre, enregistre soigneusement avec un appareil photo les endroits où nous passons, comme si nous étions en train d'explorer une terre inconnue. Bien que nous ne soyons qu'à quelques kilomètres du quartier général du parc, cette piste n'a visiblement pas été empruntée depuis longtemps, sans doute depuis ce que Bertrand Dila appelle pudiquement « *les événements* » : le début, en 2013, de la guerre civile qui continue d'ensanglanter la Centrafrique.

À l'avant du véhicule, à côté du chauffeur, le colonel Jean-Luc Jamin connaît bien le pays : ce Français y a été attaché militaire avant de prendre sa retraite à 55 ans. Mais au bout de quelques mois de farniente, il n'a pas résisté à la tentation de replonger dans le chaos centrafricain en tant que consultant chargé d'évaluer le conservateur du parc. Il a simplement troqué l'uniforme français pour un ensemble sportswear plus décontracté, si bien que même ses anciens interlocuteurs, ministres ou chefs rebelles, mettent quelques secondes à le reconnaître.

Interrompu par la guerre, le projet de conservation de la faune du nord de la Centrafrique, financé depuis les années 1980 par l'Union européenne et rebaptisé « *Ecofaune +* », mais que tout le monde ici appelle « *le projet* », reprend lentement vie.

Les gardes du parc entament l'une de leurs premières reconnaissances hors de la base. Leur but ? Montrer de nouveau leur présence et dissuader les braconniers. Mais où commencer ? Ce matin, Jean-Luc Jamin a repéré sur une ancienne carte un sentier qui semblait praticable. C'est ainsi que nous roulons sur ce passage vite englouti, jusqu'à être bloqués par des amas d'herbes et de branches qui craquent sous nos roues. « *Attends, tu sais où on va ?* souffle le colonel français au chauffeur. *Ça fait combien de temps qu'elle n'a pas été empruntée, cette... euh... piste ?* *Je vous propose de ne pas trop insister... On n'est pas là pour faire une ouverture d'itinéraire...* »

Nous tentons un autre chemin. Nous voilà de nouveau arrêtés, cette fois par un arbre tombé en travers de la piste qu'il faut démembrer à la machette. Un peu plus loin, une rivière en crue met fin à nos ambitions : le pont censé la traverser gît sous l'eau. La reconquête sera lente, et pas seulement à cause du terrain. « *Rebelles, braconniers, éleveurs nomades... Si on n'est pas prudent, on peut faire de mauvaises rencontres* », prévient le conservateur.

Les prédateurs, ici, sont désormais les hommes en armes. Les véritables fauves ont disparu. Lions, mais aussi éléphants, élans, buffles, girafes... Tous ont déserté ce qui a longtemps été leur paradis, l'un des parcs les plus riches en faune du continent. Les animaux qui subsistent sont craintifs et discrets. Des singes verts prennent la fuite sur notre passage. Un ignicolore, un passereau couleur de feu, laisse un sillage écarlate en décollant d'un épi. Une fois que nous sommes revenus à la base, Bertrand Dila me conduit, en lisière de forêt, à une petite mare, dans laquelle il a versé du sel, pour me montrer un céphalophe, une minuscule antilope gourmande en minéraux, qui sort régulièrement des hautes herbes pour lécher les bords de la cuvette. Sentant sans doute notre odeur, l'animal reste caché, et je devrais me contenter des vidéos que me montre le conservateur. Les seuls à ne pas s'effaroucher sont les papillons jaunes, qui s'abrevent dans les flaques, et les colonnes de fourmis. Si, par malheur, vous croisez ces dernières, elles grimpent sous vos vêtements et vous attachent des morceaux de chair. Il me faut les décrocher une à une pour échapper à leurs morsures.

#### LE DANDY PISTEUR

Tout au long des pistes, rien, pas même un écriteau, ne signale l'existence d'un espace protégé. Le parc n'est nulle part, parce qu'il est partout.

Sur les cartes, le nord-est de la Centrafrique est presque entièrement classé. La colonisation française a fait de la région une immense réserve. Plus de 80 % d'un territoire de plus de 100 000 kilomètres carrés, qui ne compte qu'une centaine de milliers d'habitants, sont consacrés à la conservation de la faune ou à la « *chasse sportive* ». Du moins sur le papier. Censé protéger ce royaume plus grand que le Benelux, le projet Ecofaune + a aujourd'hui réduit ses ambitions : il ne prévoit de défendre qu'un dixième de sa superficie.

Déjà, cela semble une mission impossible. La Centrafrique, État failli, ne contrôle plus que sa capitale, Bangui. Dans un pays majoritairement chrétien, tout le nord reste sous la coupe d'une guéilla à dominante musulmane. « *Nous sommes une goutte d'eau dans le sable, soupire le conservateur. On n'a que seize armes, celles conservées par les gardes qui sont restés avec nous. Les événements ont mis tout le monde au chômage.* » Pendant trois ans, les protecteurs du parc ont attendu patiemment que le projet reprenne, cachant leurs fusils dans la brousse pour éviter qu'ils ne soient confisqués par les rebelles. Depuis un an, le « *projet* » a recruté de nouveaux pisteurs. Près de trois cents candidats ont afflué de toute la préfecture. Une centaine ont été éliminés parce qu'ils ne savaient pas lire, puis, après des tests médicaux et sportifs, vingt-six ont été retenus. Avec pour mission de protéger le mirage d'un parc sans éléphants.

Ce matin, ils sont tous là, anciens et nouveaux, comme au bon vieux temps. Une cinquantaine d'hommes en uniforme kaki, au garde-à-vous, alignés en trois rangées, assistent solennellement au lever du drapeau centrafricain sous la direction d'un de leurs chefs déguipé, Boris-Harding. Contrairement à ce que son nom semble indiquer, celui-ci est bien centrafricain : mince, athlétique, une fine moustache, des roufflaquettes faillées en triangle qui lui donnent l'air d'un dandy plutôt que d'un pisteur, et un sourire qui lui vaut d'être parfois surnommé « *gueule d'ange* ». C'est un ancien, mais il fait moins que ses 35 ans et on a du mal à le distinguer des nouveaux, qui ont dix ans de moins. Son second prénom, Harding, était le patronyme d'un militaire britannique qui avait entraîné son père, garde de la faune, comme lui.

« *Mon père n'était pas de la région, raconte Boris, mais il a commencé à travailler pour le parc en 1977 et s'est installé dans le coin. C'était un travail dangereux : en 1982, il a été blessé dans une opération contre des braconniers.* » Cela n'a pas découragé Boris : « *Autrefois, tout le monde voulait*

Tout au long des pistes, rien, pas même un écriteau, ne signale l'existence d'un espace protégé. Le parc n'est nulle part, parce qu'il est partout. La colonisation française a fait de la région une immense réserve. Du moins sur le papier.

être surveillant-pisteur. J'ai été recruté en 2008. À l'époque, on nous sélectionnait par une course à pied de huit kilomètres. Je suis arrivé sixième, sur 237 candidats ! »

Boris a eu plus de chance que son père : « *Six mois après la formation, j'étais seul, à vélo, et je me retrouve face à un braconnier à cheval, armé d'un fusil mitrailleur G3. Je tire le premier et envoie le gars au ciel, puis je tue son cheval et lui coupe la queue, comme preuve. On me félicite et on me nomme chef d'équipe !* » Dans le projet, Boris fait figure d'employé modèle.

#### L'AVION ARRIVE AVEC LES SALAIRES

Après le lever des couleurs, les gardes partent au petit trot sous la conduite de Christophe, un ancien parachutiste français, une vraie baraque dont les cheveux blonds commencent à grisonner. Il y a quelques années, celui-ci s'est lassé de la vie de garnison et s'est mis à chercher des employeurs qui, sur des terrains difficiles, auraient besoin de ses services. Un « *broussard* » en quête d'aventure : c'est le profil type de l'expatrié qui s'engage dans la lutte antibracconnage.

Car à défaut d'animaux à pister, les surveillants-pisteurs s'entraînent au combat, toute la journée, par petits groupes, armes à la main. Les ordres sont criés, on monte et démonte son chargeur, on s'agenouille, on épaulé, on se couche, sur le ventre puis sur le dos, sans perdre de vue sa cible – imaginaire. Les plus âgés, comme Boris, calmes et sûrs d'eux, conseillent les plus jeunes, regard plus inquiet, le visage perlant de sueur. Les nouveaux savent qu'à la fin de l'entraînement seuls les meilleurs resteront. Il n'y a pas assez de fusils pour tout le monde : la quinzaîne de kalachs passe de main en main. « *Les braconniers aussi sont équipés d'armes de guerre* », explique Boris. L'une des mitraillettes que les gardes manipulent leur a d'ailleurs été confisquée.

Le dimanche, il n'y a pas d'entraînement, et je vais retrouver Boris chez lui. On m'indique une maison au milieu de deux rangées de petits pavillons identiques, aux murs jaunes – on dirait des logements ouvriers du début du xx<sup>e</sup> siècle, mais dans le nord de la Centrafrique, c'est le luxe, nettement mieux que les huttes en torchis du village de Banningui, un peu plus loin. C'est ici qu'habitent les gardes, leurs femmes et leurs enfants. Les gamins jouent au foot sur le terre-plein, tandis que nous nous asseyons sur des chaises de bois, sur la petite terrasse ombragée de la maison de Boris, l'une des rares à arborer une décoration : un poster, délavé par le soleil, sur lequel, grâce à un improbable photomontage, des éléphants voisinent avec des zèbres et des lions, mais aussi des cerfs sans doute photographiés en Amérique du Nord. Boris semble optimiste : « Si le projet redémarre, les animaux reviendront ! »

Aujourd'hui, il est en civil, chic : jean et chemisette bleus, lunettes de soleil sur les cheveux et talkie-walkie à la ceinture. C'est le jour de la paie. Un camarade l'appelle : « L'avion s'est posé ! » Chaque mois, l'appareil apporte de Bangui les salaires que l'Union européenne verse aux pisteurs, l'une des rares sources de revenus régulières dans la région. J'embarque derrière Boris sur sa moto et nous allons retrouver les autres gardes. Chacun porte ses plus beaux atours : maillot de foot, baskets aux couleurs vives, djelaba blanche pour les quelques musulmans. On patiente devant les bureaux du conservateur et de son adjoint, respectivement signalés par des peintures de lion et d'éléphant – deux espèces,

devenues introuvables en chair et en os, censées indiquer l'importance des occupants des lieux. Quelques rebelles surveillent la scène, comme s'ils étaient chez eux. Viennent-ils grappiller leur part ? Ou s'inquiètent-ils de ce qui se trame sur cette base isolée, où l'on s'entraîne au combat à grands cris, en plein milieu d'une zone entièrement sous leur contrôle ?

Rebelles et pisteurs se saluent tout en se regardant en chiens de faïence. Ils se connaissent bien, ils ont parfois travaillé ensemble : on trouve parmi la guérilla de nombreux anciens employés des parcs nationaux. Certains aimeraient changer de camp à nouveau, réintégrer ce projet qui leur garantissait statut et salaire. De temps en temps, ils rendent visite à leurs ex-camarades, discrètement. « Ils regrettent d'être partis, raconte un ancien resté en poste, mais la réconciliation est difficile. On peut se saluer, pas se promener ensemble, leur cœur est différent du nôtre. »

#### L'ENFANT QUI PARLE COMME UN DICTIONNAIRE

Dans la capitale régionale, Ndélé, à 650 kilomètres à l'est de Bangui, je croise certains de ces anciens pisteurs devenus guérilleros. Le plus populaire d'entre eux est le sujet du bavardage de deux écolières devant une maison en lisière de la ville : « Comment, tu ne connais pas le tonton, là ? Mais c'est une célébrité ! », dit l'une à l'autre. Elles montrent un homme long et maigre, d'une cinquantaine d'années, que l'une d'elles vient de saluer, debout devant l'enclos de bois qui entoure sa « concession ». Le colonel Omar Syvain, dit « Bordas », a été le porte-parole de la Séléka, la « coalition » rebelle. C'est le matin, il revient des champs, son visage émacié ruisselant de sueur, et se douche avec un seau, avant de s'asseoir à l'ombre pour discuter.

Bordas est né en 1964 à une centaine de kilomètres plus au nord, au sein d'une « ethnie de grands chasseurs », dans une famille de braconniers. Son village borde le parc présidentiel créé par le maître d'alors, le chef de l'État Jean-Bedel Bokassa. Le futur empereur veut protéger la faune, ou du moins la réserver à ses hôtes de marque, amateurs de trophées : le président Valéry Giscard d'Estaing aurait tiré, ici, quelques beaux coups de fusil.

« Mon père, raconte Bordas, était un grand chasseur d'éléphants, à la lance, pas avec des armes à feu. Un jour, lui et six autres braconniers tuent un mâle dans le parc présidentiel. En représailles, Bokassa dépêche son escadron sur le village, avec ordre de n'épargner que les femmes et les enfants. Une prime



est offerte pour la tête de mon père, et tous ses enfants mâles sont aussi recherchés. Je suis alors en sixième au collège de Ndélé. Les militaires viennent m'arrêter et me tabassent sauvagement, puis me mettent dans l'hélicoptère jusqu'au parc présidentiel. On me fait entrer dans un palais luxueux, où se trouvent des Blancs que je ne connais pas. Bokassa est en tenue militaire avec ses épaulettes dorées de maréchal. J'ai peur mais Dieu fait que je garde mon sang-froid. Je réponds à toutes ses questions tête haute. »

Bokassa interroge le jeune élève sur l'histoire de la Centrafrique, puis lui demande : « Toi, là, est-ce que tu veux être militaire ?  
— Non, je veux être pilote d'avion ! »

Rires du dictateur.

« Tu connais la position de ton papa ?  
— Non, je suis sans nouvelles. »

À l'époque, Bordas parle et écrit si bien le français, pour un gamin de Ndélé, que Jean-Bedel Bokassa s'exclame : « Un élève de sixième ne peut avoir ce langage-là ! C'est le dictionnaire Bordas ! »

Le surnom est resté. Bordas retrouve la liberté, mais ne reverra son père que lorsque celui-ci sortira de la forêt où il se cachait, à la chute de Bokassa, quelques années plus tard.

Bordas ne parvient pas à devenir pilote, mais en 1986 un colonel français le repère. Au bout de

Rebelles et pisteurs se saluent tout en se regardant en chiens de faïence. Ils se connaissent bien, ont parfois travaillé ensemble. Certains aimeraient à nouveau changer de camp. Réintégrer ce projet qui leur garantissait statut et salaire.

trois semaines d'entraînement militaire, il intègre la garde présidentielle. L'année suivante, il est choisi pour devenir formateur, puis l'un des chefs des surveillants-pisteurs. Soutenu par de généreux financements européens, le projet devient alors le principal employeur de la région – sinon le seul.

On embauche à tour de bras. Les premières recrues comptent de nombreux ex-chasseurs. Les voleurs deviennent gendarmes. « *Le salaire était minime, mais on indemnisait la famille en cas de décès, raconte Bordas. C'était chaud à ce moment-là. On combattait des braconniers trois ou quatre par jour. On prenait leurs campements d'assaut et on y trouvait des défenses déléphant, de la viande d'antelope et des peaux de lion, de panthère et de boa.* »

« ILS ESPÉRAIENT DEVENIR FONCTIONNAIRES »

Les pisteurs font la distinction entre deux sortes de braconniers, les « fils du pays », équipés de pétoires fabriquées localement, et les Soudanais, souvent d'anciens soldats, mieux armés. Les premiers chassent tous les animaux : antilopes, phacochères, singes. Un gibier qu'ils réservent pour leur consommation ou font sécher et fumer afin de le vendre, jusqu'à Bangui : en Centrafrique, citadins comme ruraux raffolent de cette viande de brousse à laquelle toutes sortes de vertus sont prêtées. Les seconds sont surtout intéressés par les produits rares, comme l'ivoire, qu'ils refourguent une fois revenus au Soudan à des trafiquants qui les exportent vers l'Asie, notamment la Chine.

Les uns et les autres ne sont pas traités de la même manière. Les fils du pays doivent purger une

peine de travaux forcés – une habitude coloniale qui perdure – mais ils conservent la vie. Pour les étrangers, c'est différent, explique le garde Boris-Harding, devant sa petite maison jaune : « *On a la haine des braconniers soudanais. Avec eux, on ne dialogue qu'au bout du canon. On les envoie au ciel.* » Bordas confirme : « *Pas de prisonniers. On les exécutait après interrogatoire.* » Il quittera le projet avec un second surnom : « *À craindre* ».

Les militaires étrangers – anciens soldats ou mercenaires français, russes ou américains – chargés d'entraîner et d'encadrer les pisteurs vont au contact. En quête d'une adrénaline devenue rare au sein de leurs armées nationales, ils envoient parfois leurs troupes au combat « *à cinq contre trente* », affirme Bordas. Les gardes se souviennent en particulier de Micha, un Russe passé par la Légion étrangère puis embauché pour mener la lutte anti-braconnage par une association de concessionnaires privés de chasse sportive, à une période (2005-2007) où un trou dans le financement de l'Union européenne laisse la faune sans protection, et les pisteurs sans travail. « *Micha était un "risqueur", se souvient l'un des anciens, il coupait les têtes des braconniers et les plantait sur des piques.* » D'autres racontent qu'il se fait alors des colliers d'oreilles, laisse des grenades dégroupilées sous les cadavres de ses victimes pour piéger ceux qui viennent les enterrer, et tire sur les nomades depuis un ULM.

Quand, tous les trois ou cinq ans, les subsides venus d'Europe déclinent ou s'interrompent, c'est toute l'économie de la région qui vacille. On passe alors en « service réduit » en ne gardant qu'une partie des employés. Ceux qui sont « compresseurs » (licenciés) doivent se tourner vers d'autres activités, pas forcément amicales pour la faune : braconnage, prospection de diamants, ou rébellion.

Bordas n'y échappe pas. Licencié, il devient diamantaire. Un soir de décembre 2012, il est en train de dîner quand des hommes enturbannés pénètrent chez lui et l'enlèvent. Il est conduit sur une colline, au milieu d'un grand nombre de rebelles. « *C'est fini pour toi aujourd'hui ! Soit tu nous rejoins, soit on t'abat !* » La Séléka commence à mobiliser dans le nord-est de la Centrafrique et s'approprie à marcher sur Bangui afin de renverser son président, François Bozizé. Comme d'autres groupes armés de la région, elle n'hésite pas à recruter de force. « *Ce sont des obligations absolues, estime Bordas. Parfois, même les parents de ceux qui refusent sont exécutés.* » Les pisteurs comptent parmi les meilleurs combattants, et les rebelles préfèrent les enrôler plutôt

En 2013, la Séléka s'empare de Bangui. Ce sont les surveillants-pisteurs, financés par l'Union européenne et entraînés par d'anciens officiers français, qui ont fait tomber le régime du président Bozizé, persifle-t-on alors.

que d'avoir à les affronter. Bordas retrouve à la tête de l'insurrection plusieurs anciens camarades du projet Ecofaune. C'est également sous les arbres qui entourent la maison du conservateur du parc de Manovo qu'il fait la connaissance du chef politique de la Séléka, Michel Djotodia. En quelques mois, près de la moitié des gardes vont rejoindre, volontairement ou sous la contrainte, la rébellion.

« *Ils espéraient devenir fonctionnaires...* », dit Boris. L'employé modèle comprend les raisons de ceux qui font défection. Les rebelles leur proposent, une fois au pouvoir, de les intégrer au sein du service des eaux et forêts, comme le parc le leur faisait miroiter depuis longtemps. Voire de leur confier la garde personnelle du futur président Djotodia. Même dans un État failli, on fantasme ses attributs. « *Si les pisteurs avaient été bien payés, et régulièrement, ils n'auraient jamais rejoint la rébellion.* » Boris, frustré comme les autres, y pense aussi. Mais il n'est pas de la région, et appartient à la majorité chrétienne, alors que la rébellion recrute surtout parmi les membres des ethnies islamisées. « *Deux semaines avant l'arrivée de la Séléka, on a commencé à sentir les divisions. Chacun parlait dans son patois.* »

Il subit tout de même un « entretien d'embauche » : « *Ils m'ont envoyé des gars, m'ont attaché et mis à genoux devant leur chef. J'ai dû arracher mes liens avec mes dents, je me suis enfui et caché en pleine brousse pendant plus d'un mois.* » Comme lui, les pisteurs qui n'ont pas rejoint la Séléka doivent se terrer des semaines en forêt. Ceux qui en sortent sont tabassés pour révéler où ils ont dissimulé leurs armes.

Les autres, transformés en apprentis rebelles, gagnent le Sud. Une fois les parcs et les réserves de chasse délestés de leurs meilleurs hommes, de leurs voitures et de leurs armes, les insurgés progressent rapidement. Les troupes gouvernementales semblent fuir à l'annonce de leur arrivée.

En mars 2013, la Séléka s'empare de la capitale. La colonne de Bordas occupe le palais présidentiel. On estime qu'en tout la rébellion compte entre cent et trois cents vétérans des projets de conservation de la faune. Ce sont les surveillants-pisteurs, financés par l'Union européenne et entraînés par d'anciens officiers français, qui ont fait tomber le régime du président Bozizé, persifle-t-on à Bangui.

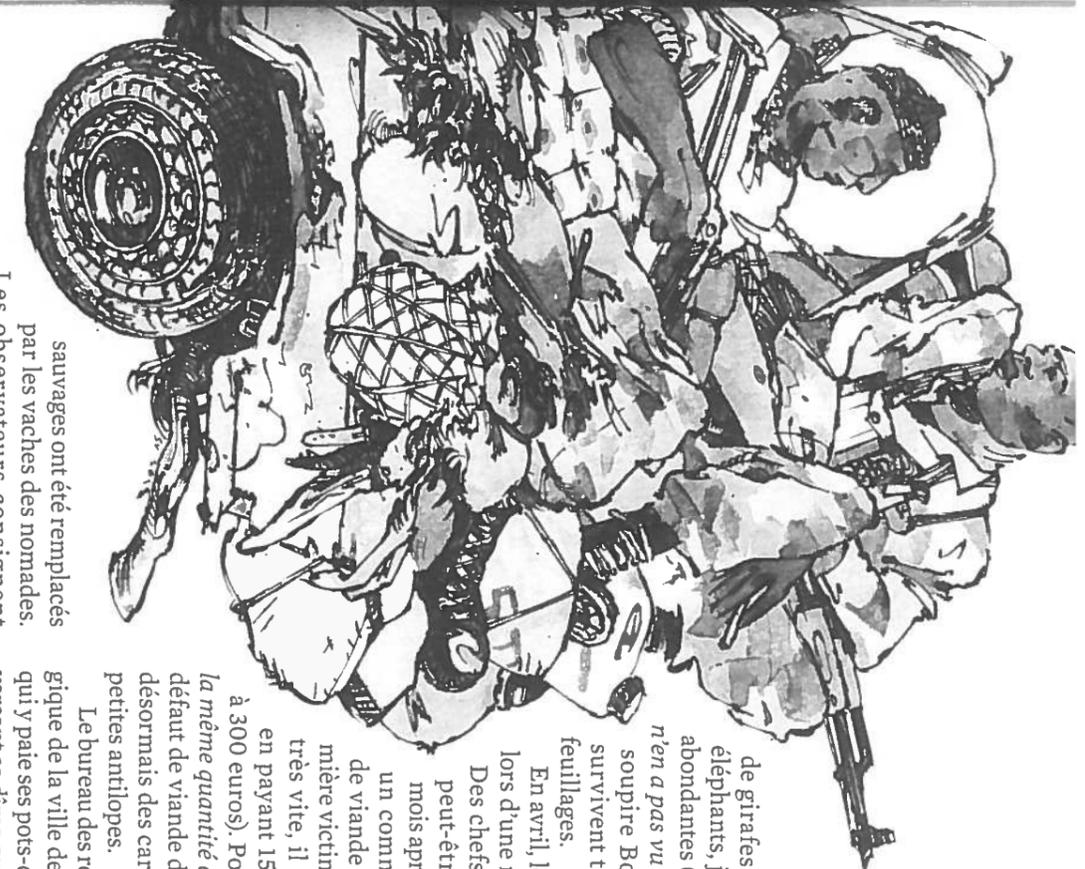
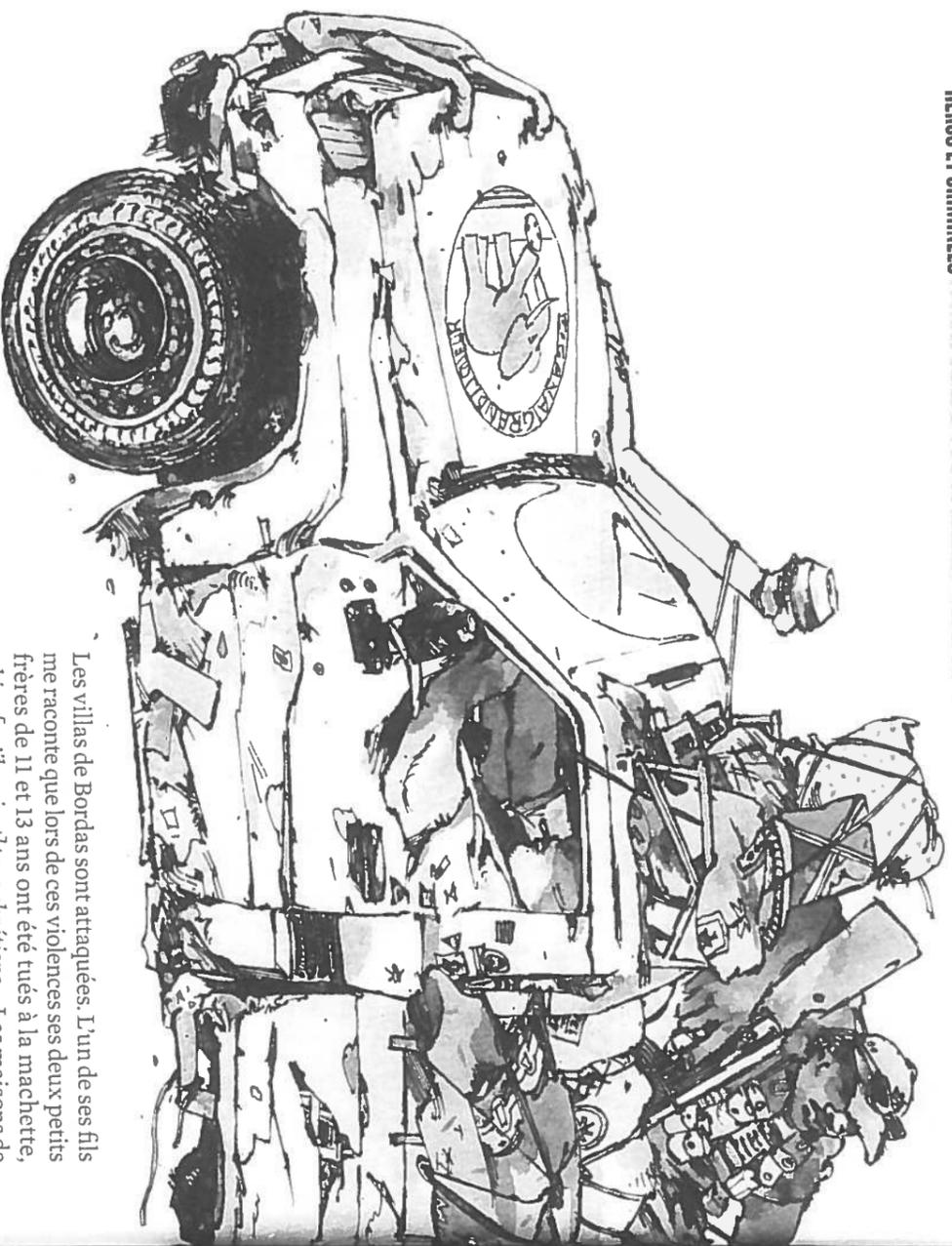
« SALUT, PATRON ! »

L'officier français alors en poste dans le parc de Banningui, Ludovic, un ancien parachutiste, a justement regagné la capitale pour des raisons de sécurité. Il s'étouffe d'y croiser ses anciens hommes, ses « écogardes » devenus rebelles : « *Salut patron !* », lui hurlent-ils depuis leurs pick-up équipés de mitrailleuses, lancés à toute berzingue dans les rues de la ville. Moins amicalement, certains réclament leurs arriérés de salaire. Les anciens pisteurs ont parfois des comptes à régler, et Ludovic, blessé par balle, finira par être évacué en France. Les apprentis rebelles visent aussi le ministère des Eaux et Forêts. Ils y découvrent 148 défenses déléphant confisquées à des braconniers. Un trésor en ivoire, jamais retrouvé, estimé à 1,3 million d'euros.

Partout dans le pays, le chaos s'installe. À Bangui et dans les autres agglomérations, le pillage commence. Dans le nord-est, les parcs sont laissés à l'abandon. La chasse est ouverte. Haroun Hassan, dit « Tigana », fait fortune. À Ndélé, il est connu de tous. Considéré comme l'un des deux plus gros trafiquants de viande de brousse, l'homme est chaleureux, le visage aussi joufflu que celui de Bordas est émacié, et encore traversé, à près de 50 ans, par le sourire d'un vieux gamin qui joue de mauvais tours et se plaît à alimenter sa légende. Il ne parle pas français : moins bon élève que Bordas, en revanche, il excellait au foot, ce qui explique qu'il doive son surnom, plutôt qu'à un dictionnaire, au milieu de terrain des Girondins de Bordeaux.

Le trafiquant a commencé comme chauffeur du parc puis, il y a vingt ans, a investi ses économies dans un premier véhicule. Le camion marche toujours, garé devant sa porte, reconnaissable à un éléphant peint sur sa carrosserie en train de taper le ballon, au-dessous de l'inscription « Tigana grand joueur ». Ici, chaque habitant a fait au moins une fois le voyage à bord d'un de ses véhicules, perché sur l'amas de marchandises qui déborde de la benne. Le trafiquant rapporte de la capitale des produits manufacturés : sucre, savon, cigarettes, pagnes. Dans l'autre sens, il approvisionne Bangui en viande de brousse.

Quand, tous les trois ou cinq ans, les subsides venus d'Europe déclinent ou s'interrompent, ceux qui sont licenciés doivent se tourner vers d'autres activités : braconnage, prospection de diamants, ou rébellion



de girafes (1 200 à l'époque). Quant aux éléphants, jadis l'une des espèces les plus abondantes (35 000 individus en 1977), « on n'en a pas vu un seul, même pas une trace », soupire Boris, qui espère que certains survivent tout de même, cachés sous les feuillages.

En avril, les résultats sont rendus publics lors d'une réunion organisée sur la base. Des chefs rebelles y sont conviés. C'est peut-être la raison pour laquelle, un mois après ce terrible bilan, ils émettent un communiqué interdisant le trafic de viande de brousse. Tigana est la première victime de la nouvelle décision. Mais très vite, il obtient des « laissez-passer » en payant 150 000 à 200 000 francs (230 à 300 euros). Pour lui, rien n'a changé : « C'est la même quantité de viande qu'avant. » Sauf qu'à défaut de viande de buffle et délan il transporte désormais des carcasses séchées de singes et de petites antilopes.

Le bureau des rebelles devient le centre névralgique de la ville de Ndélé. Outre le transporteur, qui y paie ses pots-de-vin, on peut y croiser Bordas versant sa dime quand il trouve des diamants, un sous-préfet arrivant en moto, honteux, et se faisant chapitrer pour ne pas avoir acquitté la somme qu'il devait, et des Casques bleus des Nations unies, fausement affables, s'enquérant de la pluie, du beau temps et de la situation sécuritaire. Même le riche Tigana se plaint : « *Beaucoup de commerçants sont partis parce qu'à chaque instant on nous réclame de l'argent.* »

Même lui, qui doit sa fortune au braconnage, souhaite le retour du projet. Si des villageois sont de nouveau employés par l'Union européenne, ils ne braconneront plus, et si ses camions sont affrétés par le parc national, il n'aura plus à transporter de la viande de brousse pour vivre, assure-t-il. À Ndélé, comme à Bamingui, on ressent, même chez ceux qui n'ont pas toujours contribué à la protection de la faune, une certaine nostalgie pour l'époque où le principal danger sur les routes était, plutôt qu'une embuscade de bandits, un face-à-face avec un buffle ou un éléphant.

Des créatures aujourd'hui disparues. « Certains de nos enfants ne les ont jamais vues, souffle Bordas. Juste sur des photos. » L'ancien pisteur a même été surpris d'entendre des gamins du voisinage chanter : « *Quand verrons-nous un animal avec un cou aussi long que celui de la girafe ? Et un animal aussi gros que l'éléphant ?* »

Les villas de Bordas sont attaquées. L'un de ses fils me raconte que lors de ces violences ses deux petits frères de 11 et 13 ans ont été tués à la machette, « bien [qu'ils soient] tous chrétiens ». Les maisons de Tigana sont aussi pillées. « On m'a appelé complice, mais quelle force ai-je pour empêcher des rebelles de monter dans mon véhicule ? Je ne fais pas de politique », se justifie-t-il. En janvier 2014, la Séléka abandonne le pouvoir à la suite d'une opération de l'armée française, baptisée « Sanganaris ». La rébellion se fragmente. Bordas se remet au diamant. Le projet redémarre deux ans plus tard. Mais ce n'est qu'au printemps 2017 que le nouveau conservateur décide de faire l'état des lieux de la faune restante.

« PAS UN ÉLÉPHANT, MÊME PAS UNE TRACE »

Deux petits avions sont affrétés pour survoler la région de long en large, un exercice qui n'a pas eu lieu depuis 2010. On commence par négocier avec les rebelles, histoire qu'ils ne tirent pas sur les appareils. Dans chacun d'eux prennent place des observateurs choisis parmi les pisteurs aguerris : Boris, le bon élève, est l'un d'eux, chargé d'un hublot arrière droit. Pendant quinze jours, chaque matin, il prend place à bord, les yeux guettant tout signe de vie animale. « On a dû supporter quatre heures en l'air chaque jour. Quand tu descends, tu as mal aux jambes », se souvient-il.

Les deux aéroplanes parcourent près de 30 000 kilomètres. Boris contemple des paysages intacts – forêt, savane, rivières – mais les animaux

Son commerce en fait l'un des hommes les plus riches de Ndélé. Tigana jouit de l'appui des nouveaux maîtres de la Centrafrique. Ses camions ont aussi transporté les rebelles. À ceux qui lui imputent une part de la destruction de la faune locale, il répond avec un brin de coquetterie : « *Je ne fais que transporter des marchandises. Si je laisse la viande dans le nord, je vais voyager à vide...* » Un responsable du projet estime qu'il s'est vendu à Bangui, en 2013, pour plus de 1 million d'euros de gibier du nord-est du pays, bien plus que ce qu'a pu rapporter l'ivoire. Autour de la localité de Ndélé, tout le monde braconne, y compris les mercenaires soudanais venus soutenir la Séléka, qui se paient en pillant et en chassant. Bordas, désormais porte-parole de la guérilla, s'émue de voir ces braconniers étrangers qu'il a jadis combattus s'en donner à cœur joie aux portes de son village. En juillet 2013, il dépêche sur place quelques rebelles du cru afin de remettre un semblant d'ordre : « *J'ai combattu pendant des années, perdu plus de trente parents, et n'ai pas été intégré dans les Eaux et Forêts... mais je dois protéger ma faune.* »

Très vite, il devient une cible à son tour. Des communautés hostiles à la Séléka forment des milices et se lancent dans une chasse aux rebelles et aux civils musulmans, accusés de les soutenir.

À Ndélé, il y a une certaine nostalgie pour l'époque où le principal danger sur les routes était, plutôt qu'une embuscade de bandits, un face-à-face avec un buffle ou un éléphant. Des créatures aujourd'hui disparues.

## Le chaos centrafricain

La Séléka (« alliance » en langue sango) est une coalition rebelle hétéroclite, au point de rassembler d'anciens ennemis : braconniers et gardes des parcs naturels, bandits de grand chemin et milices d'autodéfense, villageois appartenant à des communautés locales marginalisées du nord-est du pays et nomades arabes ou peuls venus du Soudan ou du Tchad. Certains ont été membres de forces régulières centrafricaines avant de se retourner contre le régime, d'autres sont des miliciens étrangers en quête de butin. Fin 2012, équipés d'armes obtenues au Soudan ou prises au combat en Centrafrique, ils prennent le contrôle du nord-est du pays et avancent vers Bangui sans rencontrer de résistance jusqu'à ce que les troupes tchadiennes de la Fomac (Force multinationale de l'Afrique centrale) les bloquent à Damara, à 75 kilomètres de la capitale. La communauté internationale oblige le régime et la Séléka à négocier, mais le processus s'enlise. En mars 2013, la Fomac laisse la Séléka prendre Bangui.

Michel Djotodia, le chef politique de la rébellion devenu président du pays, ne parvient pas à contrôler ses troupes, qui mettent la capitale à sac. En réaction, les communautés du Sud et de l'Ouest se mobilisent et forment les milices « anti-balaka », ainsi baptisées car leurs combattants sont bardés d'amulettes censées les protéger des balles. Encore plus disparates que la Séléka, ces forces sont surtout unies par leur hostilité à la rébellion et aux ethnies en grande partie musulmanes parmi lesquelles elle recrute : les musulmans sont pris pour cibles, ajoutant ainsi une fracture religieuse aux divisions géographiques. Depuis, malgré le déploiement des soldats français et des Casques bleus des Nations unies, la violence n'a pas cessé.

### Putschs et rébellions

**1960** Indépendance de la République centrafricaine.

**1965** Coup d'État de Jean-Bedel Bokassa, ancien de l'armée française. Il se proclame empereur en 1977.

**1979** Des forces spéciales françaises rétablissent la république.

**2003** Après deux putschs ratés, le général François Bozizé s'empare du pouvoir.

**2005** Début de la rébellion au nord de la Centrafrique.

**2013** En mars, la Séléka renverse François Bozizé : Michel Djotodia s'autoproclame président. En décembre, l'opération militaire française Sangaris tente de mettre un terme aux combats entre la Séléka et des milices chrétiennes « anti-balaka ».

**2014** Désarmés par les militaires français, les rebelles de l'ex-Séléka quittent Bangui et se replient dans le nord du pays.

**2016** Faustin-Archange Touadéra est élu président.

### EN COULISSE... « Loin d'une Afrique "qui s'en sort" »

Dans les années 1990, j'ai rencontré le grand spécialiste des éléphants Pierre Piéffer, qui avait contribué au moratoire international de 1989 sur le commerce de l'ivoire, et s'inquiétait de son assouplissement à l'instigation des États d'Afrique australe. À l'époque, j'étais étudiant en journalisme et les éléphants continuèrent à me trotter dans la tête. En 2010, je pus enquêter sur les massacres qui avaient eu lieu dans le parc de Zakouma au Tchad. Quand, en 2017, je pus enfin visiter le nord-est de la RCA avec l'aide du projet Ecofaune+, les éléphants n'y étaient plus qu'un souvenir.

J'avais appris par les recherches de l'anthropologue Louisa Lombard que de nombreux surveillants-pisteurs avaient rejoint la rébellion. Sur le terrain, l'histoire de ces protecteurs devenus rebelles et braconniers m'a rappelé celle des passeurs de migrants que j'ai écrite pour XXI (« Pirates au Sahara », octobre 2017). Tous viennent de régions éloignées de ces capitales où le pouvoir est concentré. L'État et l'Union européenne leur ont fait des promesses qui n'ont pas été tenues. Ils ne sont pas des ennemis de l'État, mais souhaitent simplement que celui-ci, plutôt que de leur envoyer des militaires qui se comportent comme une armée d'occupation, réponde à leurs besoins immédiats en matière d'éducation, de santé, d'emploi des jeunes... Loin d'une « Afrique qui s'en sort » français, les rebelles de l'ex-Séléka ne demandent rien d'autre que des États qui les traitent comme des citoyens.



## Une espèce en voie de disparition



Saisie d'ivoire centrafricain au Togo, 2015.  
BRENT STIRTON/GETTY IMAGES

Malgré tous leurs efforts, les projets de conservation de la faune du nord-est de la République centrafricaine (RCA) n'ont pas réussi à empêcher la disparition des éléphants. Le déclin est ancien, puisque leur population serait passée de 60 000 à 35 000 entre 1965 et 1977. Dans les années 1980, alors que les subsides de l'Union européenne permettent de mener de front lutte armée contre le braconnage et développement local, la faune semble se stabiliser : entre 1985 et 1998, le nombre d'éléphants chute, mais seulement de 4 800 à 4 000 individus. Dans les années 2000, les financements diminuent et le déclin se poursuit inexorablement.

L'espèce, qui compterait encore 1 000 à 3 000 individus dans le sud-ouest de la RCA, est considérée comme disparue dans le nord-est, tandis que d'autres animaux (antilopes, girafes) y semblent au bord de l'extinction. Pour les protéger, le projet Ecofaune+, financé par l'Union européenne et géré par l'organisme européen Agreco, tente de reprendre pied dans une zone prioritaire de 8 000 kilomètres carrés, malgré l'insécurité persistante.

L'Union internationale pour la conservation de la nature estime qu'entre 2006 et 2016 le nombre d'éléphants sur le continent est passé de 525 000 à 415 000, soit son pire déclin depuis vingt-cinq ans. La recrudescence du braconnage au cours de la dernière décennie semble liée à une augmentation de la demande de défenses en Chine. En 2017, Pékin a commencé à mettre en œuvre une interdiction du commerce de l'ivoire, dont on espère qu'elle aura un impact sur le braconnage en Afrique.

### Traffiquantes de viande de brousse

En RCA, la viande de brousse est aussi une affaire de femmes. Si les braconniers sont des hommes, ce sont les *waligara* (les « femmes de marché ») qui transportent la viande séchée jusqu'à Bangui, sentassant parfois à trente ou quarante dans des camions, comme ceux de Tigana. À partir de 2003, quand le président Bozizé prend le pouvoir, on raconte que les *waligara* les plus puissantes sont associées à son fils Jean-François, qui est aussi ministre de la Défense. Depuis 2013, les *waligara* du clan Bozizé ont été remplacées par « les copines, les femmes et les sœurs des rebelles ».

Si les camions sont rarement contrôlés, ce n'est pas seulement en raison des connexions des *waligara*, mais aussi parce qu'on leur prête des pouvoirs sexuels et magiques. « J'ai vu des choses très sérieuses », raconte Tigana. Si les agents font des problèmes, les « *waligara* » se déshabillent et montrent leur sexe. Cela veut dire qu'elles maudissent les agents et les condamnent à mort. » Le transporteur affirme avoir souvent vu des douaniers trop zélés perdre la vie sans raison, quelques jours après avoir confié la marchandise d'une *waligara*. « Si les agents laissent passer la viande, ce n'est pas de la corruption : ils craignent pour leur peau. »

## À LIRE, À VOIR...

### LES RACINES DU CIEL

de Romain Gary  
(Éd. Gallimard, 1956).

Romain Gary imagine le personnage d'un rescapé des camps nazis qui se met en tête de protéger les éléphants entre le Tchad et l'actuelle RCA, où l'écrivain a vécu pendant la guerre. Qualifié à juste titre de premier roman écologique, ce texte vieux de plus de soixante ans annonce avec une incroyable prescience aussi bien les dictatures africaines et la destruction de la faune que les débats actuels sur les droits des animaux.

### STATE OF REBELLION

de Louisa Lombard  
(Éd. Zed Books, 2016).

Spécialiste de la RCA, l'anthropologue américaine analyse avec acuité les phénomènes qui expliquent la crise actuelle.

### TEMPÊTE SUR BANGUI

De Didier Kassai

(Éd. La Boite à bulles/  
Amnesty International, 2015).

Dessinateur centrafricain, Didier Kassai raconte en bande dessinée l'entrée des rebelles de la Séléka à Bangui et les violences qui ont suivi, tel qu'il les a vécues.

### THE AMBASSADOR

De Mads Brügger (en DVD, 2011).

Le fantasque documentariste danois parvient, au moyen de généreux bakchichs, à se faire accréditer comme diplomate en RCA. À l'aide d'une caméra cachée, il filme ses rencontres burlesques avec des officiels, des mercenaires et des trafiquants de diamants.